

30 mai 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la politique gouvernementale et la nécessité d'une majorité "claire et cohérente" à l'occasion des élections législatives, Chateauroux le 30 mai 2002.

Monsieur le Maire,
Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais vous dire d'abord que je suis heureux d'être aujourd'hui parmi vous, dans cette ville, vous avez eu raison de le dire, Monsieur le Maire, que j'ai souvent traversé, dans laquelle je me suis souvent arrêté, et qui respire un peu le parfum de la sagesse et de l'équilibre des provinces de France, au coeur du territoire national, au coeur de la patrie, au coeur de la République.

La vie municipale est depuis toujours l'armature même de la démocratie. Dans nos communes s'est forgé un idéal républicain profondément ancré dans l'esprit de tous les Français. Nos communes permettent l'apprentissage de la citoyenneté, l'apprentissage des responsabilités. Elles apportent à nos traditions historiques, centralisatrices, les tempéraments nécessaires à la vitalité de notre vie démocratique.

L'élection présidentielle que nous venons de vivre a permis un grand rassemblement républicain. Le suffrage universel a parlé. La voix de la France, et c'était nécessaire, a retenti.

Avec force, une volonté nationale s'est exprimée. Les Français ont dit leur fidélité à la démocratie, aux droits de l'homme et aux libertés. Leur fidélité aussi à l'Europe. Leur refus de la résignation. Leur exigence d'unité, d'autorité et de solidarité.

Dans un monde où les changements s'accélèrent, à l'orée d'un siècle rapide où tout sera mouvement, la France a exprimé aussi son ambition pour un certain renouveau.

La seule vraie réponse aux défis de ce monde et de ce temps, c'est l'action. Action pour la France. Action pour adapter en permanence notre société à son temps. Action, surtout, au service de toutes et de tous les Français. Pour garantir la sécurité, conforter nos solidarités, libérer les forces de création que nous portons en nous. Affirmer en Europe et sur les autres continents la présence de notre pays, les ambitions des Français, le dynamisme de notre économie. Faire partager notre volonté de paix, de stabilité, de démocratie, de respect de notre planète et de tous ses habitants. Exprimer l'universalité et la modernité de nos valeurs.

Nul ne peut oublier qu'hélas ! ces valeurs ont été mises en cause par la montée de l'extrémisme, avec ses analyses erronées, ses fausses solutions, cet extrémisme qui trahit l'esprit de notre nation et qui renie tous les combats de nos pères.

Comme toujours, les forces de la régression se sont nourries du mécontentement et du sentiment, partagé, c'est vrai, par beaucoup de Français, d'être un peu oubliés, méprisés ou laissés pour compte. L'impuissance publique face à l'insécurité, à la violence, à la précarité, aux destructions d'emplois a aussi une lourde responsabilité.

L'extrémisme est trompeur. Il porte en lui l'intolérance, le déclin, le repli. Il conduit à l'isolement, à l'autarcie. Contre toutes nos traditions, il voudrait ériger en principes l'inégalité, la discrimination, le racisme et la xénophobie.

Massivement, par leur vote, les Français ont démontré leur attachement profond à une autre conception de l'homme, de sa liberté et de ses droits. Ils ont affirmé l'exigence du respect de l'autre jusque dans ses différences. Ils ont dit leur refus de laisser dénaturer l'identité même de notre nation. Ils ont proclamé son unité enracinée dans la diversité. Ils ont revendiqué nos traditions d'ouverture. Ils ont exprimé la vitalité de notre idéal républicain et notre passion de la démocratie. Ils ont voulu ouvrir à la France une voie nouvelle d'action, de justice et de progrès. L'histoire retiendra, qu'une fois de plus, le peuple français s'est exprimé, porté par un élan pacifique et démocratique venu des profondeurs de l'âme nationale. En défendant la République, c'est notre honneur, c'est notre culture que nous défendions et que nous avons sauvés.

La volonté nationale s'est manifestée avec force et clarté, montrant ce que nous sommes et ce que nous voulons être. Un peuple uni par son histoire, ses valeurs et son destin. Une nation vivante, éprise d'égalité et forte d'un avenir partagé. Une communauté ouverte, accueillante aux différences mais rejetant ce qui divise et ce qui sépare. Une France assurée d'elle-même qui engage résolument son avenir dans l'Europe.

C'est ainsi qu'une nation s'affirme, grandit, trouve son chemin et donne à chacun de ses membres les moyens de suivre le sien. C'est ainsi que la politique reprend sens au service de chaque citoyen. C'est ainsi qu'un peuple se rend disponible pour construire un projet commun et pour le faire aboutir.

Ce combat gagné méritait bien que les Français s'engagent. Il nous a ouvert de nouvelles chances. Soufflent aujourd'hui des vents porteurs. L'unité. La générosité. Le besoin d'avancer ensemble, de dépasser les intérêts particuliers. Le sens retrouvé de l'intérêt national. L'autorité de l'État. L'esprit de progrès, de justice et de réforme. La cohésion de la Nation qui est force de changement et aussi garante de solidarité pour tous. C'est bien cela la nation.

J'ai nommé un nouveau Premier ministre, M. Jean-Pierre RAFFARIN, homme d'expérience, d'autorité, de dialogue, avec pour mission de répondre aux préoccupations et aux besoins essentiels des Français, de mettre rapidement en oeuvre les actions prioritaires que je leur ai proposées et de s'attaquer immédiatement aux principales difficultés qu'ils rencontrent.

Le Gouvernement s'est mis au travail, engageant sans tarder la mise en oeuvre d'une politique nouvelle.

Une politique de lutte contre l'insécurité, car la violence gâche le présent de beaucoup de nos compatriotes et assombrit leur avenir.

Une politique de renforcement de nos solidarités. Les Français à revenus modestes travaillent dur et craignent souvent pour leur emploi. Ils ont le sentiment que leur travail est parfois mal pris en compte, peu récompensé, et que les aides sont toujours pour les autres tandis que les charges et les contraintes sont surtout pour eux.

Une politique, enfin, pour remettre la France sur un chemin de croissance et d'emploi, pour assurer sa compétitivité, pour rendre à notre économie la place qui lui revient en Europe et dans le monde, libérer les énergies de nos forces vives, abaisser nos impôts et nos charges parce que nos prélèvements sont les plus élevés que l'on observe dans les grandes nations industrialisées, ce qui, naturellement, freinent notre course.

Un nouveau départ vient ainsi d'être donné pour que notre pays retrouve son dynamisme. J'ai confiance dans le nouveau gouvernement de la France. Je souhaite qu'il puisse déployer son action dans la durée.

Dès l'été, si les Françaises et les Français lui en donnent les moyens, il soumettra au Parlement les textes qui donneront aux forces de sécurité et aux juges les ressources nécessaires sur cinq ans pour relever les défis de l'insécurité, assurer une justice rapide et efficace au service de chaque Français, créer les centres fermés et la justice de proximité qui permettront de mettre fin à l'impunité.

Dans le même temps, seront adoptées la réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu et la première étape de la baisse des charges en faveur de l'emploi des travailleurs à salaires moyens et modestes. Après les concertations nécessaires, la sauvegarde des retraites par répartition sera assurée par des mesures d'urgence. De grandes négociations sociales s'engageront, sur

l'assurance-emploi, sur l'emploi des jeunes, sur l'assouplissement des 35 heures, sur l'ouverture pour chaque Français d'un droit personnel à la formation continue, et sur l'égalité des salaires et des carrières entre les femmes et les hommes.

Dans le respect de l'unité de la République, notre Constitution sera ensuite modifiée pour offrir un cadre plus favorable aux libertés régionales et locales, empêcher pour l'avenir toute tentation de recentralisation, permettre aux décisions d'être prises au niveau le plus proche des citoyens, avec leur participation directe.

Nous donnerons ainsi un nouveau souffle, une nouvelle efficacité, à notre vie démocratique. Qu'il s'agisse d'infrastructures, de sécurité, d'activité économique, de formation, d'emploi et d'innovation, j'ai la conviction que l'engagement de nos collectivités territoriales réussira partout où une action publique dirigée d'en haut et de loin, uniforme, prisonnière des préjugés technocratiques ou réglementaires, ne parvient, en réalité, qu'à étouffer l'audace, l'initiative, l'imagination, et finissait par contrarier l'oeuvre de développement au lieu de l'encourager.

Je le dis aux Françaises et aux Français : nous avons un grand chemin à faire ensemble d'ici à 2007. Sur ce chemin, nous devons être rassemblés.

L'avenir en tête, c'est avec tous nos compatriotes que je veux construire la France de 2007. Pour eux, pour elle, je porte une exigence fondamentale, afin que les temps qui s'ouvrent soient réellement utiles, utiles à notre patrie, utiles à ses enfants.

Je veux qu'à l'horizon de ce premier quinquennat de notre histoire, dans cette France que nous aimons et qui doit rester fidèle à elle-même, chacun de nos compatriotes puisse regarder le chemin parcouru en constatant non seulement que ses attentes sont mieux prises en compte, mais aussi que sa capacité d'initiative, sa responsabilité et son apport à la société sont mieux reconnus.

Au cours de ces cinq prochaines années, notre pays devra relever des enjeux primordiaux. Celui de l'insécurité, j'en ai parlé, qui sape les fondements-mêmes de la vie en société, qui menace le pacte social, qui atteint l'État au coeur de ses responsabilités. On touche ici à l'essentiel, car historiquement si l'homme s'est organisé en société, c'est avant tout pour assurer sa sécurité.

D'ici 2007, la vie peut redevenir sereine et paisible. Nos campagnes et nos villes peuvent retrouver la tranquillité et la sécurité, qui est la première de nos libertés. Cela suppose que l'autorité de l'État soit rétablie et que la responsabilité soit consolidée à tous les niveaux : la famille, l'école, le maire, les travailleurs sociaux, le juge mais aussi, bien sûr, les agents de la force publique, si fortement mis à l'épreuve aujourd'hui.

L'enjeu de la protection sociale des Français, ensuite. Il n'y a pas de dynamisme possible dans une société moderne sans garanties collectives efficaces contre les risques de la vie. Face à la maladie, face à la vieillesse, face au chômage, nous devons retrouver toute la vigueur d'un modèle français qui, depuis longtemps, avait su conjuguer développement économique et progrès social. La France de 2007 devra assurer l'accès de tous les Français aux soins les plus performants, garantir le revenu des retraités et ouvrir à chacun de nos compatriotes les chances d'un meilleur emploi.

L'enjeu de l'éducation aussi. A un rythme accéléré, que l'homme n'a jamais connu dans son histoire, le XXI^e siècle sera celui des grandes mutations technologiques. Un pays comme le nôtre a toutes ses chances dans ce nouvel univers. Il doit avoir l'ambition de se porter aux avant-postes en se situant résolument sur les créneaux de l'avenir. Il doit miser sur la formation, les compétences et les qualifications. Chaque Français doit recevoir le bagage intellectuel nécessaire pour aborder avec confiance le nouveau siècle.

La France doit faire le pari de l'intelligence. Moderniser son système éducatif. Combattre l'illettrisme et faire reculer l'échec scolaire qui sont nos deux plus lourds handicaps pour l'avenir. Permettre à tous les jeunes Français de parler deux langues étrangères. Organiser la formation tout au long de la vie, pour que chacun puisse maîtriser l'évolution scientifique et technique. Développer les technologies de l'information et les biotechnologies, parce qu'elles détiennent les principales clés de l'avenir. Promouvoir une recherche active, rayonnante, mieux articulée sur la vie économique. Motiver, soutenir et récompenser nos cadres, nos chercheurs, nos créateurs, nos

vie économique. Motiver, soutenir et récompenser nos cadres, nos chercheurs, nos créateurs, nos entrepreneurs, afin qu'ils puissent réaliser leurs projets et leurs ambitions en France plutôt que d'aller le faire trop souvent à l'étranger.

L'exigence de la compétitivité va de pair avec l'enjeu éducatif. Face aux nations concurrentes, la France est aujourd'hui parmi les premières pour les impôts et les déficits et parmi les dernières pour l'investissement et l'emploi. Vieille tradition. Ces réalités sont évidemment liées. Il faut sortir de cette situation qui nous singularise en mal. Elle porte tort à nos intérêts. Elle n'est pas conforme à la place que nous pourrions occuper si nous utilisions tous nos atouts, toutes nos ressources et notre énergie. Pour retrouver notre rang, nous devons libérer ces énergies, valoriser le travail, lui rendre toute sa fonction dans notre société, le respect que l'on lui doit, et aussi alléger les impôts et les contraintes. Nous devons remettre notre pays sur un chemin de croissance et d'emploi et faire ainsi reculer durablement le chômage.

L'ambition européenne enfin, qui est aussi, pour la France, l'instrument d'une ambition mondiale renouvelée.

L'Europe nous a donné la paix. Elle porte en elle notre prospérité, notre sécurité et la capacité de contribuer à un nouvel équilibre du monde. Elle élargit notre horizon. Elle nous stimule. Elle nous protège. Elle nous permet de tirer avantage du commerce international, tout en combattant solidairement et donc fortement les désordres et les injustices de la mondialisation des économies. Elle nous rend plus forts, par conséquent, pour obtenir la maîtrise de cette mondialisation et surtout la mondialisation de la solidarité, lutter contre la misère dans le monde, faire progresser un modèle de développement respectueux de l'écologie. Plus forts pour pratiquer le dialogue des cultures contre les doctrines perverses de l'affrontement entre civilisations qui ne conduisent qu'au terrorisme et à la guerre.

Ainsi, notre engagement européen démultipliera notre capacité de présence et d'influence pour la défense de nos intérêts dans le monde. Il nous permettra de mieux soutenir notre aspiration à l'universalité.

Dans cette Europe, la France doit avoir la force et les moyens de tenir toute sa place, notamment dans la réalisation des deux grands projets de demain, la réforme des institutions et l'élargissement de l'Union.

Cette grande ambition nationale touche à tous les aspects de notre destin commun. Je veux la faire partager par tous les Français. Pour qu'elle se réalise, je veux poser l'exigence de la responsabilité, parce qu'elle va de pair avec la volonté d'action.

Chaque année, le Gouvernement fera le point de la mise en oeuvre des engagements pris devant la Nation. Il en rendra compte au Parlement et il engagera sa responsabilité.

L'impulsion que j'entends donner à l'action au service de tous les Français s'est aussi traduite par la création du Conseil de sécurité intérieure, que j'ai réuni pour la première fois la semaine dernière.

Ce nouvel esprit de responsabilité doit se prolonger par la réforme de l'Etat et l'évaluation des politiques publiques, par une meilleure répartition des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités territoriales : régions, départements, communes, groupements de communes, et aussi par la confiance accordée aux partenaires sociaux qui expriment la volonté des forces vives de la nation. Ce sont la démocratie locale et le dialogue social, c'est-à-dire la démocratie sociale, qui doivent être résolument affirmés.

Mais la réalisation de cette grande ambition ne serait pas possible si elle devait se perdre dans la division, l'affrontement entre Français, la surenchère des volontés partisans, des appétits personnels ou des intérêts catégoriels.

Penser d'abord à la France, c'est ce que je demande à nos compatriotes, car c'est défendre en même temps les intérêts de tous les Français, par-delà les oppositions, les rivalités et les querelles qui ont trop souvent pris l'État en otage, paralysé son action et sapé son autorité.

Penser à la France, c'est aussi rechercher les moyens de l'efficacité pour pouvoir répondre aux attentes de chacun, faire reculer l'insécurité, faire progresser l'emploi, lutter contre la pauvreté et la précarité, bref conforter nos solidarités.

Rien non plus ne serait aujourd'hui possible dans la coexistence des contraires et la neutralisation

des énergies au sein même de nos institutions.

La France a fait, je crois, suffisamment longtemps l'expérience de la cohabitation pour savoir désormais à quoi s'en tenir. Même animée des meilleures intentions, même quand elle laisse démocratiquement une coalition parlementaire, et le gouvernement qui en est l'émanation, déterminer, comme il est naturel, et conduire librement leur politique économique et sociale, elle porte en elle, la cohabitation, trop de faiblesses, de lacunes et de carences face aux exigences de l'action. Or, dans les circonstances actuelles, sur le plan intérieur comme sur le plan international, l'impératif de l'action s'impose à tous.

*

* *

Je demande donc solennellement aux Françaises et aux Français de me donner les moyens de mettre en oeuvre la politique dont la France a évidemment besoin.

Je souhaite une majorité claire. Je souhaite une majorité cohérente. Je souhaite une majorité exigeante, porteuse des valeurs humanistes de la France, les valeurs que le peuple français vient à nouveau de réaffirmer massivement. Et je veux une majorité refusant clairement toute compromission avec les porteurs de haine, d'intolérance ou de xénophobie.

Le peuple français détient entre ses mains ce pouvoir essentiel. C'est aux Français, lorsqu'ils choisiront leurs députés, que reviendra de répondre aux questions simples qui se posent aujourd'hui. Veulent-ils que l'action engagée se poursuive ou s'arrête ? Veulent-ils que la France soit fermement conduite sur des voies nouvelles ? Se laisseront-ils tenter, au contraire, par un choix qui serait celui de l'inaction, une inaction qui est la source même de l'impuissance publique ?

Je veux épargner ce risque aux Français. Je leur ai promis que je m'engagerais avec force pour éclairer le débat démocratique des élections législatives. Je leur ai dit que je leur demanderai de me donner les moyens de l'action. Je le fais aujourd'hui, ici à Châteauroux, au coeur de la France, avec conviction, avec netteté, avec fermeté. Je le fais parce que c'est l'intérêt de la France en même temps que celui des Français. Je le fais pour eux. Je le fais pour notre démocratie et pour notre pays.

Vive la République !

Vive la France !